
Quatrième session, vingt-neuvième Législature

Fourth Session, Twenty-Ninth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

(Réimpression)

(Reprint)

Projet de loi 88

Bill 88

Loi de l'expropriation

Expropriation Act

Première lecture

First reading

M. PINARD

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1973

Projet de loi 88

Loi de l'expropriation

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit :

TITRE I

TRIBUNAL DE L'EXPROPRIATION

CHAPITRE I

CONSTITUTION DU TRIBUNAL

1. Un organisme, ci-après appelé « le tribunal », est institué sous le nom de « Tribunal de l'expropriation », en français, et de « Expropriation Court », en anglais.

2. Le tribunal est divisé en deux sections; celle de Québec a compétence dans les districts judiciaires pour lesquels les appels sont portés devant la Cour d'appel siégeant à Québec et celle de Montréal dans les districts pour lesquels ces appels sont portés à Montréal.

3. Le tribunal est composé de dix membres nommés pour dix ans par le lieutenant-gouverneur en conseil, dont quatre pour la section de Québec et six pour la section de Montréal.

Deux de ces membres pour la section de Québec et trois d'entre eux pour la section de Montréal sont nommés parmi les juges de la Cour provinciale. Un juge de l'une des sections est nommé à titre de président du tribunal et un autre à

Bill 88

Expropriation Act

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

TITLE I

EXPROPRIATION COURT

CHAPTER I

CONSTITUTION OF THE COURT

1. A body, hereinafter called "the court", is established under the name of "Expropriation Court" in English and "Tribunal de l'expropriation" in French.

2. The court shall be divided into two sections: that of Québec has jurisdiction in the judicial districts for which the appeals are brought before the Court of Appeal sitting at Québec and that of Montreal in the districts for which such appeals are brought at Montreal.

3. The court shall consist of ten members appointed for ten years by the Lieutenant-Governor in Council, including four for the Québec section and six for the Montreal section.

Two members for the Québec section and three for the Montreal section shall be appointed from among the judges of the Provincial Court. A judge of one section shall be appointed chairman of the court and another, assistant chairman for

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet propose l'adoption d'une loi unique pour régir au Québec toutes les expropriations et l'imposition de réserves pour fins publiques; il crée aussi un tribunal ayant pour seule fonction de déterminer les indemnités qui découlent de l'expropriation ou de l'imposition de réserves pour fins publiques.

Le nouveau tribunal, qui remplacera la Régie des services publics en matière d'expropriation ainsi que le Bureau des expropriations de Montréal, sera divisé en deux sections, l'une pour le district d'appel de Québec et l'autre pour celui de Montréal. Chaque section sera présidée par un juge assisté d'un autre juge à titre de président adjoint.

Voici quelques-unes des principales innovations du projet:

- Toute expropriation devra être décidée ou autorisée par le gouvernement, sauf dans le cas des municipalités ou commissions scolaires.*
- Les locataires et occupants de bonne foi devront être notifiés de l'expropriation et pourront être indemnisés.*
- L'expropriant devra, avant de pouvoir prendre possession du bien exproprié, verser une indemnité provisionnelle égale au plus élevé de 70% du montant de son offre ou de 70% de celui de l'évaluation municipale de l'immeuble exproprié.*
- Si une expropriation laisse un résidu de terrain non utilisable aux fins normales ou si l'exploitation d'une ferme est sérieusement compromise par une expropriation partielle, l'expropriation de l'ensemble pourra être ordonnée par le tribunal.*

EXPLANATORY NOTES

This bill proposes the passing of a single act to govern all expropriations and establishments of reserves for public purposes in the province of Québec; it also creates a court whose sole function is to fix the indemnities resulting from expropriation or the establishment of reserves for public purposes.

The new court, which will replace the Public Service Board and the Montreal Expropriation Bureau in expropriation matters, will be divided into two sections, one for the Québec district of appeal, the other for that of Montreal. Each section will be presided over by a judge assisted by another judge acting as assistant chairman.

The following are some of the principal innovations of the bill:

- Every expropriation must be decided or authorized by the Government, except in the case of municipalities or school boards.*
- Lessees and occupants in good faith must be notified of the expropriation and may be indemnified.*
- The expropriating party, before he can take possession of the expropriated property, must pay a provisional indemnity equal to 70% of the amount of his offer or 70% of the amount of the municipal assessment of the expropriated immovable, whichever is greater.*
- If an expropriation leaves land remaining and not usable for normal purposes or if the operation of a farm is seriously jeopardized by a partial expropriation, expropriation of the whole may be ordered by the court.*

titre de président adjoint pour cette section; un juge de l'autre section est nommé à titre de vice-président du tribunal et un autre à titre de vice-président adjoint pour cette section.

Un membre du tribunal peut siéger dans l'une ou l'autre des sections du tribunal.

[[4. Le président et le vice-président du tribunal ont le même statut et ont droit aux mêmes traitement, pension et allocations que la loi attribue au juge en chef de la Cour provinciale et l'article 75 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 20) s'applique à eux *mutatis mutandis*.]]

[[5. Le lieutenant-gouverneur en conseil fixe le traitement, ou s'il y a lieu, les allocations ou les honoraires des autres membres du tribunal.]]

6. Les membres du tribunal restent en fonction, nonobstant l'expiration de leur mandat, jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés, à moins qu'ils ne cessent d'être juges.

7. Le tribunal peut, aux fins des causes qui sont portées devant lui dans l'une ou l'autre de ses sections, siéger simultanément en plusieurs divisions composées d'au moins deux membres désignés par le président ou, suivant le cas, par le vice-président.

8. Le président d'une division du tribunal doit être l'un des membres du tribunal qui est juge de la Cour provinciale.

9. Toute question de droit est décidée par le président de la division du tribunal.

Lorsqu'il y a divergence entre les membres d'une division du tribunal dont les opinions se partagent également sur une question autre qu'une question de droit, celle-ci est tranchée par le président de la division.

10. Les membres du tribunal ne peuvent être poursuivis en justice en raison d'actes officiels accomplis de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions.

that section; a judge of the other section shall be appointed vice-chairman of the court and another, assistant vice-chairman for that section.

A member of the court may sit at either section of the court.

[[4. The chairman and the vice-chairman of the court shall have the same status and be entitled to the same salary, pension and allowances as are attributed by law to the Chief Judge of the Provincial Court and section 75 of the Courts of Justice Act (Revised statutes, 1964, chapter 20) applies to them *mutatis mutandis*.]]

[[5. The Lieutenant-Governor in Council shall fix the salary, or if need be, the allowances or fees of the other members of the court.]]

6. The members of the court shall remain in office, notwithstanding the expiry of their term, until reappointed or replaced, unless they cease to be judges.

7. The court may, for the purposes of the cases brought before it in either of its sections, sit simultaneously in several divisions consisting of at least two members designated by the chairman or, as the case may be, the vice-chairman.

8. The chairman of a division of the court shall be one of the members of the court who is a judge of the Provincial Court.

9. Every question of law shall be decided by the chairman of the division of the court.

When there is a difference of opinion among the members of a division of the court whose opinions are equally divided on a question other than a question of law, it shall be decided by the chairman of the division.

10. The members of the court cannot be sued by reason of official acts done in good faith in the exercise of their functions.

- Les pouvoirs dits d'homologation des municipalités sont remplacés par celui d'imposer des réserves pour fins publiques; ce pouvoir est aussi étendu à tous les autres expropriants, avec la permission du gouvernement.
- La réserve pour fins publiques prohibe pendant une période initiale de deux ans, qui peut être prolongée pour deux autres années, toute construction sur l'immeuble qui en fait l'objet. Par contre, elle donne droit à une indemnité, qu'elle soit ou non suivie d'expropriation. Après les deux premières années ou, suivant le cas, les quatre premières années, le propriétaire peut sommer celui qui a imposé la réserve de l'abandonner, ou d'acquérir l'immeuble de gré à gré ou par expropriation, ce qu'il doit faire dans les 90 jours. Au total, la réserve ne doit pas excéder 10 ans.
- L'imposition de réserves par les municipalités continue d'être assujettie à l'autorisation de la Cour supérieure après avis public.
- The power called the homologation power of the municipalities is replaced by that of establishing reserves for public purposes; such power is also extended to all other expropriating parties, with the permission of the Government.
- A reserve for public purposes prohibits, for an initial period of two years, which may be extended for two more years, any construction on the immovable that it affects. However, it gives the right to an indemnity, whether or not it is followed by expropriation. After the first two years, or the first four where such is the case, the owner may request the person who established the reserve to abandon it, or to acquire the immovable by agreement or expropriation and he must comply within 90 days. A reserve must not exceed ten years in all.
- The establishment of reserves by municipalities continues to be subject to the authorization of the Superior Court after public notice.

11. Aucun des recours extraordinaires prévus aux articles 834 à 850 du Code de procédure civile ne peut être exercé ni aucune injonction accordée contre le tribunal ou ses membres agissant en leur qualité officielle.

12. Deux juges de la Cour d'appel peuvent, sur requête, annuler sommairement tout bref et toute ordonnance ou injonction délivrés ou accordés à l'encontre de l'article 10 ou de l'article 11.

13. Les membres du tribunal doivent s'occuper exclusivement du travail du tribunal et des devoirs de leur fonction.

14. Un membre du tribunal peut être récusé comme un juge et de la même façon; les articles 234 à 242 du Code de procédure civile s'appliquent à la récusation, *mutatis mutandis*.

15. Les membres du tribunal sont soumis à la surveillance, aux ordres et au contrôle du président ou, suivant le cas, du vice-président du tribunal pour la distribution des causes, la tenue des séances et généralement l'exercice des devoirs et pouvoirs des membres.

[[**16.** Au cas d'absence ou d'incapacité d'agir du président ou du vice-président, il est remplacé, suivant le cas, par le président adjoint ou le vice-président adjoint ou, si l'un d'eux est également absent ou incapable d'agir, par une personne nommée temporairement à cette fin par le lieutenant-gouverneur en conseil, qui détermine ses traitement, allocations ou honoraires.]]

[[**17.** Les greffiers ainsi que les autres fonctionnaires et employés du tribunal sont nommés et rémunérés suivant la Loi de la fonction publique (1965, 1re session, chapitre 14).]]

CHAPITRE II

POUVOIRS DU TRIBUNAL ET PROCÉDURE

18. Le tribunal a pour fonction principale de fixer le montant des indemnités

11. No extraordinary recourse contemplated in articles 834 to 850 of the Code of Civil Procedure shall be exercised and no injunction granted against the court or its members acting in their official capacity.

12. Two judges of the Court of Appeal may, upon motion, annul summarily any writ, order or injunction issued or granted contrary to section 10 or 11.

13. The members of the court shall devote their time exclusively to the work of the court and the duties of their office.

14. A member of the court may be recused in the same manner as a judge; articles 234 to 242 of the Code of Civil Procedure apply to the recusation, *mutatis mutandis*.

15. The members of the court shall be subject to the supervision, orders, and control of the chairman or, as the case may be, the vice-chairman of the court as regards the distribution of cases, holding of sittings and generally the exercise of the duties and powers of the members.

[[**16.** If the chairman or vice-chairman is absent or unable to act, he shall be replaced, as the case may be, by the assistant chairman or the assistant vice-chairman, or, if one of them is also absent or unable to act, by a person temporarily appointed for that purpose by the Lieutenant-Governor in Council, who shall determine his salary, allowances or fees.]]

[[**17.** The clerks, officers and employees of the court shall be appointed and remunerated in accordance with the Civil Service Act (1965, 1st session, chapter 14).]]

CHAPTER II

POWERS OF THE COURT AND PROCEDURE

18. The principal function of the court shall be to fix the amount of the

qui découlent de l'imposition des réserves pour fins publiques et de l'expropriation d'immeubles ou de droits réels immobiliers.

Il exerce aussi les autres pouvoirs qui lui sont conférés par la loi.

19. Le tribunal a tous les pouvoirs nécessaires à l'exercice de sa juridiction et il peut notamment rendre toute ordonnance qu'il estime propre à sauvegarder les droits des intéressés. Il statue quant aux dépens dans toute affaire dont il est appelé à décider.

20. Le tribunal ainsi que chacun de ses membres sont investis des pouvoirs et immunités de commissaires nommés en vertu de la Loi des commissions d'enquête (Statuts refondus, 1964, chapitre 11).

21. La majorité des membres du tribunal peuvent, à une assemblée convoquée à cette fin par le président, édicter par ordonnance des règles de procédure et de pratique applicables à la conduite de la procédure et à l'instruction des instances devant le tribunal. Ces règles peuvent être différentes suivant qu'elles s'appliquent à une section ou l'autre du tribunal.

Toute ordonnance adoptée en vertu du présent article doit être approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil et, si elle est ainsi approuvée, elle entre en vigueur dix jours après la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

22. En l'absence d'une disposition applicable à un cas particulier, le tribunal peut, dans toute affaire qui lui est soumise, prescrire tout acte ou formalité qui pourrait l'être par les règles de pratique et avec le même effet.

23. Lors de l'enquête et de l'audition, chacune des parties peut interroger les témoins et exposer ses arguments.

24. Toute personne qui témoigne devant le tribunal a les mêmes privilèges et les mêmes immunités qu'un témoin devant la Cour supérieure et les articles 307 à 310 du Code de procédure civile s'y appliquent, *mutatis mutandis*.

indemnities arising from the establishment of reserves for public purposes and the expropriation of immovables or immoveable real rights.

The court shall also exercise the other powers conferred upon it by law.

19. The court shall have all the powers necessary to exercise its jurisdiction and it may in particular make any order it considers appropriate to safeguard the rights of interested parties. It shall determine the costs in every matter that it is called upon to decide.

20. The court and each of its members shall have the powers and immunities of commissioners appointed under the Public Inquiry Commissions Act (Revised Statutes, 1964, chapter 11).

21. A majority of the members of the court may, at a meeting called for that purpose by the chairman, make by order the rules of procedure and practice applicable to proceedings and hearing of cases before the court. Such rules may be different as they apply to one section or other of the court.

Every order adopted under this section must be approved by the Lieutenant-Governor in Council and, if so approved, shall come into force ten days after the date of publication in the *Québec Official Gazette*.

22. In the absence of a provision applicable to a particular case, the court may, in any matter submitted to it, prescribe any act or formality which may be prescribed by the rules of practice and with the same effect.

23. At the proof and hearing, each party may examine the witnesses and state his arguments.

24. Every person who testifies before the court shall have the same privileges and immunities as a witness before the Superior Court and articles 307 to 310 of the Code of Civil Procedure apply to such person, *mutatis mutandis*.

25. Les huissiers de la Cour supérieure sont d'office huissiers du tribunal et peuvent faire rapport, sous leur serment d'office, des significations faites par eux.

26. Lorsque la présente loi prévoit l'homologation d'une ordonnance du tribunal par la Cour supérieure, cette homologation s'obtient sur requête sommaire dont avis doit avoir été donné conformément aux règles de pratique de la Cour supérieure et sur dépôt d'une copie dûment certifiée de l'ordonnance au greffe de la Cour.

27. Nulle contestation ne peut être engagée sur une demande d'homologation.

28. L'ordonnance devient, après telle homologation, exécutoire comme tout autre jugement de la Cour supérieure.

29. Durant les vacances judiciaires ou hors du terme, un juge de la Cour supérieure a la même juridiction que la Cour aux fins de toute demande d'homologation.

30. Il n'y a aucun appel du jugement prononçant l'homologation, mais l'ordonnance homologuée est susceptible d'appel dans les cas prévus à l'article 31.

31. L'ordonnance homologuée du tribunal est susceptible d'appel, s'il s'agit d'une ordonnance fixant l'indemnité définitive d'expropriation ou l'indemnité payable à la suite de l'imposition d'une réserve pour fins publiques et si les dépositions devant le tribunal ont été prises en sténographie.

L'appel peut être interjeté par l'exproprié, le propriétaire de l'immeuble ou le titulaire du droit exproprié, lorsque l'indemnité qui lui est accordée est d'au moins mille dollars inférieure à celle qu'il avait réclamée, et par l'expropriant ou celui qui a imposé la réserve, lorsque l'indemnité excède d'au moins mille dollars le montant qu'il avait offert.

Elle est aussi susceptible d'appel sur toute question de droit ou de compétence, bien que le montant de l'indemnité n'atteigne pas mille dollars au-delà de l'offre,

25. The bailiffs of the Superior Court shall be bailiffs *ex officio* of the court and may make returns, under their oath of office, of the services made by them.

26. When this act provides for homologation of an order of the court by the Superior Court, such homologation shall be obtained upon summary motion a notice of which must have been given in accordance with the rules of practice of the Superior Court and on deposit of a duly certified copy of the order in the office of the Court.

27. A motion for homologation shall not be contested.

28. The order shall become, after such homologation, executory in the same manner as any other judgment of the Superior Court.

29. During judicial vacation or out of term, a judge of the Superior Court has the same jurisdiction as the Court for every motion for homologation.

30. No appeal may lie from the judgment pronouncing homologation, but the homologated order may be appealed from in the cases contemplated in section 31.

31. The homologated order of the court may be appealed from in the case of an order fixing the final expropriation indemnity or the indemnity payable from the establishment of a reserve for public purposes and if the depositions before the court have been taken by stenography.

The appeal may be brought by the expropriated party, the owner of the immoveable or the holder of the expropriated right when the indemnity awarded to him is at least one thousand dollars less than that claimed by him, and by the expropriating party or person who established the reserve, when the indemnity is at least one thousand dollars more than his offer.

It may also be appealed from on any question of law or jurisdiction, even when the amount of the indemnity is less than one thousand dollars more than the offer

ou mille dollars en-deçà de la réclamation, ainsi que sur toute autre question de la juridiction du tribunal, avec la permission de deux juges de la Cour d'appel, lorsque suivant l'opinion de ces juges, la question en jeu en est une qui devrait être soumise à la Cour d'appel.

Les articles 491 à 525 du Code de procédure civile, s'appliquent *mutatis mutandis* à un appel prévu par la présente loi.

32. Toute contravention à une ordonnance du tribunal dûment signifiée entraîne les peines prévues à l'article 761 du Code de procédure civile, sauf s'il s'agit d'une ordonnance qui doit, en vertu de la présente loi, être homologuée par la Cour supérieure.

33. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, statuer sur les droits, honoraires et dépens qui peuvent être exigés ou accordés dans les affaires qui sont de la compétence du tribunal.

Tout règlement adopté en vertu du présent article entre en vigueur dix jours après la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure à celle de cette publication qui y est fixée.

TITRE II

L'EXPROPRIATION

CHAPITRE I

PROCÉDURE D'EXPROPRIATION

SECTION I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

34. Le présent titre régit toute les expropriations permises par les lois du Québec et prévaut sur les dispositions inconciliables de toute loi générale ou spéciale.

35. Toute expropriation doit être décidée ou, suivant le cas, autorisée préalablement par le lieutenant-gouverneur en conseil aux conditions qu'il détermine.

Nulle autre autorisation n'est requise, nonobstant toute loi.

or one thousand dollars less than the indemnity claimed, and on any other matter of the court's jurisdiction, with leave of two judges of the Court of Appeal when, in the opinion of such judges, the question in dispute is one which should be submitted to the Court of Appeal.

Articles 491 to 525 of the Code of Civil Procedure apply *mutatis mutandis* to an appeal contemplated by this act.

32. Every contravention of an order of the court duly served entails the penalties provided in article 761 of the Code of Civil Procedure, except in the case of an order which must, under this act, be homologated by the Superior Court.

33. The Lieutenant-Governor in Council may, by regulation, establish the duties, fees or expenses which may be exacted or granted for matters within the jurisdiction of the court.

Every regulation made under this section shall come into force ten days after the date of its publication in the *Québec Official Gazette* or on any date later than that of publication fixed therein.

TITLE II

EXPROPRIATION

CHAPTER I

EXPROPRIATION PROCEDURE

DIVISION I

GENERAL PROVISIONS

34. This title applies to all expropriations authorized by the laws of the province of Québec and prevails over the inconsistent provisions of any general law or special act.

35. Every expropriation must be decided or, as the case may be, previously authorized by the Lieutenant-Governor in Council on the conditions he determines.

No other authorization shall be required, notwithstanding any law.

Le présent article ne s'applique pas à une municipalité ou à une commission scolaire.

This section does not apply to a municipality or school board.

36. Aux fins de l'article 35, une municipalité comprend une corporation municipale, quelle que soit la loi qui la régit, ainsi que la Communauté urbaine de Montréal, la Communauté urbaine de Québec et la Communauté régionale de l'Outaouais et une commission scolaire comprend une commission régionale, une commission scolaire centrale protestante, le Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal, le Bureau des écoles protestantes de Québec métropolitain, la Commission des écoles catholiques de Québec, la Commission des écoles catholiques de Montréal et toute commission scolaire régie par la Loi de l'instruction publique.

36. For the purposes of section 35, a municipality includes a municipal corporation, by whatever law governed, the Montreal Urban Community, the Québec Urban Community and the Outaouais Regional Community, and a school board includes a regional school board, a protestant central school board, the Protestant School Board of Greater Montreal, the Protestant School Board of Greater Québec, the Québec Catholic School Commission, the Montreal Catholic School Commission and all school boards governed by the Education Act.

37. L'expropriation peut porter sur des biens meubles lorsqu'ils sont des accessoires de l'immeuble à exproprier.

37. Expropriation may relate to moveable property accessory to the immovable to be expropriated.

SECTION II

DIVISION II

L'INSTANCE D'EXPROPRIATION

EXPROPRIATION PROCEEDINGS

38. L'expropriation s'effectue en faisant signifier un avis au propriétaire de l'immeuble ou au titulaire du droit réel immobilier à exproprier et, le cas échéant, au locataire en vertu d'un bail enregistré, contenant :

38. Expropriation is made by serving a notice upon the owner of the immovable or the holder of the immovable real right to be expropriated and, if necessary, upon the lessee under a registered lease, containing :

a) la mention du numéro des lots sur lesquels les droits sont acquis par expropriation;

(a) an indication of the numbers of the lots to which rights are acquired by expropriation;

b) un énoncé précis des fins de l'expropriation;

(b) a precise statement of the purposes for expropriation;

c) une notification à l'effet que l'exproprié a trente jours pour contester le droit à l'expropriation;

(c) a notification that the expropriated party has thirty days to contest the right to expropriate;

d) une demande à l'exproprié de déclarer à l'expropriant, dans les quinze jours de la réception de l'avis, les noms et adresses de tous les locataires titulaires de baux non enregistrés ou occupants de bonne foi.

(d) a request that the expropriated party inform the expropriating party, within fifteen days from the notice, of the names and addresses of all lessees whose leases are not registered or of occupants in good faith.

39. Si l'expropriant ne peut, au moyen des inscriptions dans les registres du bureau d'enregistrement ou autrement, établir l'identité des personnes à qui l'avis

39. If the expropriating party cannot, from the entries in the registers in the registry office or otherwise, determine the identity of the persons to whom notice

doit être donné, il peut demander à un membre du tribunal qui est un juge de prescrire un mode de notification autre que celui prévu à l'article 38.

40. Avant l'expiration des quinze jours qui suivent la signification de l'avis prévu à l'article 38, l'expropriant doit le faire enregistrer, par dépôt, au bureau d'enregistrement de la division où est situé l'immeuble ou le droit réel à exproprier, accompagné:

a) d'un plan et d'une description de l'immeuble ou du droit réel à exproprier, signé par un arpenteur; ou

b) d'un plan général signé par un arpenteur, s'il y a plus d'un immeuble à exproprier; et

c) d'une copie authentique de l'autorisation du lieutenant-gouverneur, quand elle est requise.

41. L'avis ainsi qu'une copie du plan et de la description, ou du plan général s'il s'agit de plusieurs immeubles, doivent être produits dans les quinze jours de leur enregistrement au greffe de la section du tribunal ayant compétence. À défaut de cette production tout intéressé peut requérir la radiation de l'enregistrement de l'avis prévu à l'article 38.

42. L'exproprié doit, dans les quinze jours qui suivent la date de la signification de l'avis prévu à l'article 38, comparaître devant le tribunal. Il doit aussi, dans le même délai, indiquer à l'expropriant, par écrit, les noms et adresses des locataires dont les baux ne sont pas enregistrés, la nature, la date, la durée et le prix de chaque bail, ainsi que les noms et adresses des occupants de bonne foi et les conditions auxquelles ils occupent les lieux.

43. L'exproprié peut, dans les trente jours qui suivent la date de signification de l'avis prévu à l'article 38, contester le droit de l'expropriant à l'expropriation, au moyen d'une requête à la Cour supérieure du district où sont situés les biens à exproprier; cette requête doit être signifiée à l'expropriant aussi bien qu'au tribunal.

44. L'expropriant doit, dans les quinze jours qui suivent la date à laquelle il a

should be given, he may ask a member of the court who is a judge to prescribe a mode of notification other than that contemplated in section 38.

40. Before the expiry of fifteen days following service of the notice provided for in section 38, the expropriating party must register such notice, by deposit in the registry office of the registration division where the immovable or real right to be expropriated is situated, accompanied by:

(a) a plan and a description of the immovable or real right to be expropriated, signed by a land surveyor; or

(b) a general plan signed by a land surveyor if there is also an immovable to expropriate; and

(c) when the authorization of the Lieutenant-Governor in Council is required, an authentic copy of such authorization.

41. The notice and a copy of the plan and description, or general plan if there are several immovables, must be filed within fifteen days of their registration in the office of the section of the court having jurisdiction. Failing such filing any interested party may request the cancellation of the registration provided for in section 38.

42. The expropriated party must, within fifteen days following the date of service of the notice provided for in section 38, appear before the court. He must also within the same delay indicate in writing to the expropriating party, the names and addresses of the lessees whose leases are not registered, the nature, date, term and amount of each lease and, the names and addresses of occupants in good faith and the conditions on which they occupy the premises.

43. The expropriated party may, within thirty days following the date of the service of the notice contemplated in section 38, contest the right of the expropriating party to expropriate by motion to the Superior Court of the district in which the immovables to be expropriated are situated; such motion must be served on the expropriating party and the court.

44. The expropriating party must, within fifteen days following the date on

reçu les renseignements visés à l'article 42, notifier tous les locataires titulaires de baux non enregistrés ainsi que les occupants de bonne foi de l'existence des procédures en expropriation portant sur l'immeuble qu'ils occupent et les aviser d'avoir à comparaître devant le tribunal dans les quinze jours de cette notification.

which he received the information contemplated in section 42, notify all lessees having unregistered leases and occupants in good faith of the existence of expropriation proceedings relating to the immoveable they occupy and inform them that they must appear before the court within fifteen days following such notification.

45. L'expropriant, l'exproprié ainsi que les locataires et occupants de bonne foi peuvent, à toute époque avant que n'expire le délai accordé à l'exproprié pour contester le droit à l'expropriation ou la date du rejet de la contestation, et doivent, dans les trente jours qui suivent l'expiration de ce délai, produire au dossier une déclaration indiquant en détail le montant que l'un offre et l'autre réclame, suivant le cas; à défaut par eux de produire cette déclaration dans ce délai de trente jours, l'autre partie peut procéder *ex parte*.

45. The expropriating party, expropriated party, lessee or occupant in good faith may, at any time before expiry of the delay granted to the expropriated party to contest the right to expropriate or the date on which the contestation has been dismissed, and must, within thirty days after expiry of such delay, file in the record a declaration setting forth in detail the amount he offers or claims, as the case may be; if he fails to file the declaration within the thirty days delay, the other party may proceed *ex parte*.

46. Le tribunal fixe la date de l'instruction et en donne avis aux parties.

46. The court shall fix the date of the trial and give notice of it to the parties.

Après que la date de l'instruction a été fixée, le tribunal peut, s'il le croit utile ou s'il en est requis, convoquer les parties avec leurs procureurs pour conférer avec lui ou avec l'un de ses membres ou officiers sur les moyens propres à concilier leurs points de vue ou, le cas échéant, sur l'opportunité de définir les points véritablement en litige, d'admettre des faits ou documents ou d'amender les actes de procédure.

After the date of trial is fixed, the court may, if it believes it useful or if it is so requested, invite the parties with their attorneys to discuss with it or any of its members or officers appropriate means to reconcile their points of view or, if need be, the advisability of amending the pleadings, of defining the questions really in dispute and of admitting a fact or document.

Les ententes et décisions prises à une telle conférence sont rapportées dans un procès-verbal signé par les parties, leurs procureurs et l'un des membres du tribunal; elles gouvernent pour autant l'instruction devant le tribunal, à moins que celui-ci ne permette d'y déroger pour prévenir une injustice.

The agreements and decisions made at such conference shall be recorded in minutes signed by the parties, their attorneys and one of the members of the court; as far as they go, they shall govern the hearing before the court, unless it permits a derogation therefrom to prevent an injustice.

47. La procédure d'instruction est déterminée, sous réserve de la présente loi, par les règles de pratique du tribunal, et les dépositions sont enregistrées suivant le Code de procédure civile si une partie le demande.

47. The procedure at trial shall be determined, subject to this act, by the rules of practice of the court, and the depositions shall be recorded in accordance with the Code of Civil Procedure if one of the parties so requires.

Les règles de la preuve sont celles suivies à la Cour supérieure, sous réserve de la présente loi.

The rules of evidence shall be those followed in the Superior Court, subject to this act.

L'expropriant a le fardeau de la preuve en tout ce qui concerne la partie de l'indemnité afférente à la valeur de l'immeuble ou du droit réel exproprié. L'exproprié a le fardeau de la preuve s'il s'agit d'une entreprise, d'un fonds de commerce ou d'un fonds industriel ainsi qu'en ce qui concerne toute partie de l'indemnité autre que celle afférente à la valeur de l'immeuble ou du droit réel exproprié.

48. L'expropriant peut, à toute époque après la production de son offre, prendre possession des biens expropriés si:

a) il en a donné avis à l'exproprié au moins un mois à l'avance;

b) il a versé à l'exproprié ou pour son compte, conformément au paragraphe b de l'article 52, une indemnité provisionnelle dont le montant doit être au moins égal à soixante-dix pour cent de l'offre de l'expropriant visée à l'article 45 ou, suivant le montant le plus élevé, à soixante-dix pour cent de l'évaluation municipale de l'immeuble exproprié ou, dans le cas d'une expropriation portant sur une partie seulement d'un immeuble, à la partie correspondante de cette évaluation.

Dans le cas d'un démembrement du droit de propriété, l'indemnité provisionnelle doit être au moins égale à soixante-dix pour cent de l'offre.

L'exproprié peut contester le droit de l'expropriant de prendre possession des biens expropriés, si l'expropriant n'a pas rempli les conditions prévues aux alinéas précédents, par requête sommaire adressée à un juge de la Cour supérieure et signifiée à l'expropriant avant l'expiration des quinze jours qui suivent la date à laquelle l'expropriant l'a notifié qu'il entendait prendre possession.

49. Le délai de prise de possession prévu au premier alinéa de l'article 48 peut être prorogé par un juge de la Cour supérieure, sur requête, pour des motifs graves et s'il n'y a pas pour l'expropriant une urgence de telle nature que tout retard à la prise de possession entraînerait un préjudice considérable. Ce délai additionnel ne peut excéder neuf mois.

The burden of proof shall be upon the expropriating party as regards the part of the indemnity relating to the value of the immovable or real right expropriated. The burden of proof shall be upon the expropriated party in the case of an enterprise, a business or industrial concern and as regards any part of the indemnity other than that relating to the value of the immovable or expropriated real right.

48. The expropriating party may, at any time after filing his offer, take possession of the expropriated property if:

(a) he has given notice of it to the expropriated party at least one month in advance;

(b) he has paid the expropriated party or on his behalf, in accordance with paragraph b of section 52, a provisional indemnity whose amount must be at least equal to seventy per cent of the expropriating party's offer under section 45 or seventy per cent of the municipal assessment of the expropriated immovable, whichever is greater, or, in the case of the expropriation of only part of an immovable, to the corresponding part of such assessment.

In the case of a *démembrement* of the right of property, the provisional indemnity must equal at least seventy per cent of the offer.

The expropriated party may contest the expropriating party's right to take possession of the expropriated property, if the expropriating party has not fulfilled the conditions prescribed in the preceding paragraphs by a summary motion to a judge of the Superior Court served on the expropriating party before the expiry of fifteen days following the date on which the expropriating party notified him of his intention to take possession.

49. The delay for taking possession provided in the first paragraph of section 48 may be extended by a judge of the Superior Court, on motion, for serious reasons and if there is not for the expropriating party any urgency of such nature that any delay in taking possession would entail considerable prejudice. Such additional delay shall not exceed nine months.

Le juge peut également, sur requête, autoriser la prise de possession par l'expropriant avant l'expiration du délai prévu au paragraphe *a* de l'article 48 s'il y a pour l'expropriant une urgence telle que tout retard à la prise de possession entraînerait un préjudice considérable, si l'exproprié n'en souffre pas un préjudice irréparable, et si les autres conditions prévues au paragraphe *b* de l'article 48 sont remplies.

50. Dans le cas de locataires ou d'occupants de bonne foi, l'indemnité provisionnelle comprend une indemnité forfaitaire équivalant à trois mois de loyer.

L'indemnité provisionnelle, dans le cas de l'expropriation d'une exploitation agricole, d'un commerce ou d'une industrie, est fixée sommairement par le tribunal, sur requête qui peut être présentée par l'expropriant ou par l'exproprié et qui doit être entendue d'urgence.

51. À moins d'une disposition contraire, l'inobservation d'une règle de procédure en matière d'expropriation ne peut en affecter le sort que s'il n'y a pas été remédié alors qu'il était possible de le faire.

SECTION III

TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ

52. L'expropriant devient propriétaire du bien exproprié par l'enregistrement au bureau d'enregistrement de la division où est situé l'immeuble ou droit réel exproprié:

a) d'une copie du jugement homologuant la sentence du tribunal;

b) des pièces qui établissent que le montant de l'indemnité a été payé, légalement offert, ou déposé soit au bureau du ministre des finances conformément à l'article 68 de la Loi des dépôts et consignations (Statuts refondus, 1964, chapitre 64), soit au greffe de la Cour supérieure, dans le cas visé par l'article 53 ou dans celui d'un exproprié qui n'a pas été retracé dans la province ou dont l'identité n'a pu être établie.

53. Lorsque le bien exproprié est grevé de droits réels enregistrés, l'expro-

The judge may also, on motion, authorize the expropriating party to take possession before the expiry of the delay provided by subparagraph *a* of section 48 if there is for the expropriating party any urgency of such nature that any delay in taking possession would entail considerable prejudice, if the expropriated party does not suffer irreparable prejudice thereby, and if the other conditions prescribed by subparagraph *b* of section 48 are fulfilled.

50. In the case of lessees or occupants in good faith, the provisional indemnity shall include a lump sum indemnity equivalent to three month's rent.

In the case of expropriation of an agricultural exploitation, business or industrial concern, the provisional indemnity shall summarily be fixed by the court, on a motion by the expropriating party or the expropriated party and must be heard by preference.

51. Unless otherwise provided, failure to comply with any rule of procedure respecting expropriation affects the issue thereof only if it was not remedied when it was possible to do so.

DIVISION III

TRANSFER OF TITLE

52. The expropriating party shall become owner of the expropriated property on registration in the registration office of the registration division where the expropriated immovable or real right is located:

(a) of a copy of the judgment homologating the order of the court;

(b) of documents which establish that the amount of the indemnity has been paid, legally tendered, or deposited either in the office of the Minister of Finance in accordance with section 68 of the Deposit Act (Revised Statutes, 1964, chapter 64), or in the office of the Superior Court, in the case contemplated in section 53 or in the case of an expropriated party who has not been found in the Province or whose identity has not been established.

53. When the expropriated property is affected by registered real rights, the

priant peut déposer au greffe de la Cour supérieure le montant de l'indemnité avec, en outre, les intérêts pour une année. Ces droits réels sont purgés par l'enregistrement du récépissé de ce dépôt; il en est de même des actions en résolution, en revendication, ou autres actions réelles qui sont transformées en un simple droit de créance contre l'exproprié.

Le protonotaire doit sans délai donner avis de ce dépôt aux secrétaires-trésoriers des corporations municipale et scolaire dans le territoire desquelles se trouve le bien exproprié et, en outre, obtenir du registrateur le certificat prévu aux articles 703 à 707 du Code de procédure civile, dont il acquitte le coût à même le montant déposé.

Le montant déposé est distribué aux créanciers selon les règles prévues pour le cas d'une saisie-exécution immobilière, sans toutefois qu'il y ait collocation de frais de justice. La créance de l'exproprié est assimilée à celle du vendeur.

54. L'expropriant peut, avec l'autorisation du tribunal, se désister totalement ou partiellement en tout temps avant paiement de l'indemnité provisionnelle d'expropriation. L'ordonnance du tribunal à cet effet doit être enregistrée, par dépôt, au bureau d'enregistrement où l'avis d'expropriation avait été enregistré. Sous réserve de l'enregistrement de cette ordonnance, le désistement rétroagit à la date de l'enregistrement de l'avis d'expropriation.

Au cas de désistement partiel, le tribunal fixe le montant de l'indemnité auquel l'exproprié a droit en tenant compte du désistement et accorde des dommages, s'il y a lieu, pour la partie dont l'expropriant s'est désisté.

expropriating party may deposit in the office of the Superior Court the amount of the indemnity with, in addition, one year's interest. Such real rights shall be discharged by registration of the receipt for such deposit, as shall be actions in dissolution, in revendication and other real actions which shall be converted into mere claims against the expropriated party.

The prothonotary shall forthwith give notice of such deposit to the secretary-treasurers of the municipal and school corporations within whose territory the expropriated property is situated and, moreover, shall procure from the registrar the certificate contemplated by articles 703 to 707 of the Code of Civil Procedure, paying the cost of it out of the amount deposited.

The amount deposited shall be distributed to the creditors according to the rules provided in the case of a seizure in execution of immoveable property without however any collocation of law costs. The claim of the expropriated party shall be assimilated to that of a vendor.

54. The expropriating party may, with the authorization of the court, totally or partially discontinue his suit at any time before payment of the provisional indemnity of expropriation. The order of the court to that effect must be registered by deposit in the registry office where the notice of expropriation had been registered. Subject to the registration of that order, the discontinuance is retroactive from the date of registration of the notice of expropriation.

In the case of partial discontinuance, the court shall fix the amount of the indemnity to which the expropriated party is entitled by taking the discontinuance into account and grant damages, if need be, for the portion of which the expropriating party has discontinued his suit.

SECTION IV

PRISE DE POSSESSION FORCÉE

55. À compter de la date à laquelle l'expropriant peut prendre possession du bien exproprié ou à compter de celle où il a procédé à l'enregistrement des documents

DIVISION IV

FORCED TAKING OF POSSESSION

55. From the date on which the expropriating party may take possession of the expropriated property or that on which he has registered the documents

visés à l'article 52, il peut, si l'exproprié refuse de lui donner possession immédiate, sur requête, obtenir d'un juge de la Cour supérieure le droit de prendre immédiatement possession du bien exproprié.

La requête doit être signifiée de la manière prescrite par le juge, à moins que celui-ci ne dispense de toute signification, et elle peut être contestée suivant les règles ordinaires. Le juge peut requérir toute preuve qu'il estime nécessaire.

L'exproprié peut demander que le montant déposé à titre d'indemnité provisionnelle soit sans délai distribué conformément aux dispositions de l'article 53, sans préjudice de son droit de réclamer une indemnité plus élevée.

L'expropriant peut, de la même manière, obtenir la possession à l'encontre du locataire qui, s'il a droit à une indemnité, peut retirer le montant offert, sans préjudice de son droit de réclamer une indemnité plus élevée.

Le jugement est immédiatement exécutoire et est sans appel.

56. Au cas de résistance à la prise de possession, l'expropriant qui a obtenu d'un juge de la Cour supérieure le droit de prendre possession de l'immeuble, peut obtenir un bref de possession qui est exécutoire de la manière ordinaire.

Les frais encourus par l'expropriant pour se faire mettre en possession sont distraits de l'indemnité payable à l'exproprié.

CHAPITRE II

L'INDEMNITÉ

57. L'indemnité est fixée d'après la valeur du bien exproprié et le montant des dommages qui résultent directement de l'expropriation.

58. Lorsque, par suite de l'expropriation d'une partie seulement d'un immeuble ou d'un ensemble d'immeubles contigus destinés ou servant à une exploitation commune, la partie qui reste acquiert une plus-value immédiate, celle-ci est compensée, jusqu'à concurrence, avec les dommages que subit l'exproprié.

contemplated by section 52, if the expropriated party refuses to give him immediate possession, he may, on motion, obtain from a judge of the Superior Court the right to take immediate possession of the property expropriated.

The motion must be served in the manner prescribed by the judge, unless he dispenses from service, and it may be contested in accordance with the general rules. The judge may require any evidence he considers necessary.

The expropriated party may request that the amount deposited as provisional indemnity be distributed immediately in accordance with section 53, without prejudice to his right to claim a greater indemnity.

The expropriating party may in the same manner obtain possession against a lessee who, if entitled to an indemnity, may withdraw the amount offered, without prejudice to his right to claim a greater indemnity.

The judgment shall be immediately executory and without appeal.

56. In case of resistance to the taking of possession, the expropriating party who has obtained the right to take possession of the immovable from a judge of the Superior Court may obtain a writ of possession executory in the usual manner.

Costs incurred by the expropriating party to be put in possession shall be deducted from the indemnity payable to the expropriated party.

CHAPTER II

INDEMNITY

57. The indemnity shall be fixed according to the value of the property expropriated and the amount of damages resulting directly from the expropriation.

58. When, as a result of the expropriation of a part only of an immovable or of a group of adjacent immovables intended for or used as a joint undertaking, the remaining part acquires an immediate increased value, such increased value to the extent thereof shall be offset against the damages sustained by the expropriated party.

59. S'il appert qu'une construction sise sur un terrain qui fait l'objet de l'expropriation peut être déplacée avec avantage pour l'exproprié sur un autre terrain appartenant à l'exproprié et que ce déplacement aura pour effet de diminuer le coût de l'expropriation, le tribunal peut enjoindre à l'exproprié de transporter la construction à l'endroit que le tribunal détermine et dans le délai qu'il fixe.

60. Si la construction située dans l'emprise expropriée a des dépendances situées hors de l'emprise, ou si elle constitue une dépendance d'un immeuble principal situé hors de l'emprise, ou si elle fait partie d'un ensemble de constructions conçues les unes par rapport aux autres en fonction d'une exploitation commune, le tribunal peut ordonner le déplacement des constructions situées hors de l'emprise sur un autre terrain appartenant à l'exproprié, pour permettre la réorganisation de l'ensemble constitué par lesdites constructions, si ce déplacement a pour effet de diminuer le coût de l'expropriation.

61. Le tribunal fixe le montant de l'indemnité à laquelle l'exproprié a droit pour le déplacement visé à l'article 59 ou à l'article 60. La moitié de cette indemnité doit être versée à l'exproprié avant le déplacement et l'autre moitié immédiatement après.

Cette indemnité a un caractère provisionnel et elle peut être révisée, s'il y a lieu, lors du jugement ou règlement final.

62. À défaut par l'exproprié de se conformer à l'ordonnance du tribunal rendue en vertu de l'article 59 ou de l'article 60, dans le délai imparti, l'expropriant peut lui-même faire exécuter les travaux de déplacement et faire placer la construction de l'exproprié à l'endroit déterminé par le tribunal; à cette fin, il peut recourir à la procédure d'exécution prévue aux articles 55 et 56.

Lorsque l'expropriant a payé l'indemnité préalable de déplacement tout en étant, néanmoins, obligé de faire effectuer lui-même les travaux de déplacement, le tribunal détermine la portion de l'indemnité d'expropriation qui doit être restituée par l'exproprié.

59. When a structure situated on land which is the object of expropriation may be removed with advantage to the expropriated party to other land owned by the expropriated party and such removal will reduce the cost of the expropriation, the court may order the expropriated party to remove the structure to the place it determines and within the delay it fixes.

60. If the structure on the expropriated right of way has dependencies outside the right of way, if it is a dependency of a principal immovable outside the right of way, or if it forms part of a group of structures all designed to be a joint undertaking, the court may order the removal of the structures situated outside the right of way to other land owned by the expropriated party, to enable the reorganization of the group formed by such structures, if such removal reduces the cost of the expropriation.

61. The court shall fix the amount of the indemnity to which the expropriated party is entitled for the removal contemplated in section 59 or 60. One-half of the indemnity must be paid to the expropriated party before the removal and the other half immediately afterwards.

Such indemnity is provisional and may be revised, if need be, at judgment or final settlement.

62. If the expropriated party fails to comply with the order of the court made under section 59 or 60 within the delay fixed, the expropriating party may himself have the work of removal done and have the structure of the expropriated party placed where the court determines; for that purpose, he may have recourse to the procedure of execution provided in sections 55 and 56.

When the expropriating party has paid the indemnity prior to removal while being, nevertheless, obliged to do the work of removal himself, the court shall determine the portion of the expropriation indemnity which must be remitted by the expropriated party.

Les sommes versées à titre d'indemnité de déplacement ainsi que les frais et dommages causés à celui qui a dû lui-même faire le déplacement se compensent de plein droit avec le montant global de l'indemnité d'expropriation revenant à l'exproprié, jusqu'à concurrence de ce montant.

63. L'expropriant peut, lorsqu'il exproprie un bien, offrir à l'exproprié, afin de diminuer le coût total de l'expropriation et pour tenir lieu d'indemnité, en tout ou en partie, un autre immeuble lui appartenant et pouvant servir à rétablir la situation de l'exproprié. L'expropriant peut à cette fin, sous réserve des autres dispositions de la présente loi, exproprier un immeuble adjacent.

64. Si la partie restante d'un immeuble, après expropriation d'une autre partie du même immeuble, n'est plus utilisable aux fins auxquelles elle pourrait normalement être utilisée, l'exproprié peut demander au tribunal d'ordonner l'expropriation de l'immeuble au complet. Il en est de même dans le cas d'une ferme si l'expropriation partielle compromet sérieusement son exploitation.

65. L'indemnité due au locataire ou occupant de bonne foi est fixée d'après les dommages qui lui résultent directement de l'expropriation, sous réserve des autres dispositions de la présente loi.

66. Dans le cas du locataire ou occupant qui occupe une résidence, l'indemnité est forfaitairement fixée à une somme égale à trois mois de loyer et aux frais de déménagement, à moins que le locataire ou occupant ne démontre que les dommages qu'il a subis s'élèvent à une somme supérieure.

67. Le tribunal fixe le montant de l'indemnité définitive et statue sur les dépens par une décision motivée, dont il doit transmettre sans délai copie au proto-notaire.

Il peut être ajouté au montant ainsi accordé une indemnité calculée en appli-

The amounts paid as a removal indemnity and the costs and damages caused to the person who had to make the removal himself shall be offset by the sole operation of law against the total amount of the expropriation indemnity due to the expropriated party, to the extent of that amount.

63. The expropriating party may, when expropriating a property, offer to the expropriated party, to reduce the total cost of the expropriation and in lieu of indemnity, in whole or in part, another immoveable owned by him and capable of being used to put the expropriated party in the same position as he was before the expropriation. The expropriating party may for that purpose, subject to the other provisions of this act, expropriate an adjacent immoveable.

64. If the remaining part of an immoveable, after expropriation of another part of the same immoveable, no longer can be used for the purposes for which it could normally be used, the expropriated party may request the court to order expropriation of the whole immoveable. The same applies in the case of a farm if the partial expropriation seriously jeopardizes its operation.

65. The indemnity due to a lessee or occupant in good faith shall be fixed according to the damage sustained by him as a direct result of the expropriation, subject to the other provisions of this act.

66. In the case of a lessee or occupant who occupies a residence, the indemnity shall be fixed as a lump sum equal to three months' rent and moving expenses, unless the lessee or occupant establishes that the damage he has sustained attains a greater amount.

67. The court shall fix the amount of the final indemnity and adjudicate as to costs by a decision giving the reasons therefor, and must send a copy forthwith to the prothonotary.

There may be added to the amount so awarded an indemnity computed by

quant à ce montant, à compter de la date de la prise de possession du bien exproprié, un pourcentage égal à l'excédent du taux d'intérêt fixé suivant l'article 28 de la Loi du ministère du revenu (1972, chapitre 22) sur le taux légal d'intérêt.

La sentence est homologuée par la Cour supérieure, à la demande de l'une ou l'autre des parties.

TITRE III

RÉSERVES POUR FINS PUBLIQUES

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

68. La réserve prohibe, pendant sa durée, toute construction, amélioration ou addition sur l'immeuble qui en fait l'objet, sauf les réparations. Si l'immeuble est exproprié avant l'expiration de la réserve, l'évaluation de l'indemnité doit être établie en fonction de la date de l'expropriation, mais sans tenir compte de la plus-value qui est attribuable à l'imposition de la réserve, à l'expropriation ou à l'exécution des travaux publics faisant suite à l'expropriation.

La réserve peut aussi avoir pour objet l'imposition d'une servitude de non-accès ou d'une autre servitude réelle. Dans ce cas les dommages résultant de l'imposition ultérieure de la servitude s'évaluent à la date de l'imposition de la réserve.

69. Il n'est pas tenu compte, dans la fixation d'une indemnité de réserve ou d'expropriation, des constructions, améliorations ou additions faites après la date d'imposition de la réserve jusqu'à son expiration.

70. Aucune réserve ne peut être imposée sur un immeuble faisant partie du domaine public.

71. La réserve doit spécifier les fins pour lesquelles elle est imposée.

72. Une réserve pour fins publiques demeure en vigueur pour une période

applying to such amount, from the date of taking possession of the expropriated property, a percentage equal to the excess of the rate of interest fixed under section 28 of the Revenue Department Act (1972, chapter 22) over the legal rate of interest.

The order shall be homologated by the Superior Court, at the request of either party.

TITLE III

RESERVES FOR PUBLIC PURPOSES

CHAPTER I

GENERAL PROVISIONS

68. A reserve shall prohibit, during its term, any construction, improvement or addition on the immoveable affected by it, except repairs. If the immoveable is expropriated before the expiry of the term, the appraisal for indemnity must be established according to the date of the expropriation, but without taking into account the increased value attributable to the establishment of the reserve, the expropriation or the carrying out of the public works following the expropriation.

The object of the reserve may also be the establishment of a servitude of prohibition of access or other real servitude. The value of the damages then resulting from the subsequent establishment of the servitude is appraised on the date of the establishment of the reserve.

69. No account shall be taken, in the fixing of an indemnity for a reserve or expropriation, of the structures, improvements or additions made from the date of establishment of the reserve until its expiry.

70. No reserve may be established on an immoveable forming part of the public domain.

71. The reserve must specify the purposes for which it is established.

72. A reserve for public purposes shall remain in force for an initial term

initiale de deux ans et, sur renouvellement, pour une période de deux autres années; elle demeure par la suite en vigueur, tant qu'elle n'est pas abandonnée ou annulée ou que le bien affecté n'est pas exproprié, pour une période indéterminée qui, jointe à la période initiale et, s'il y a lieu, à celle du renouvellement, ne peut excéder dix ans.

Les formalités et procédures qu'exige la présente loi pour l'imposition d'une réserve s'appliquent à son renouvellement.

73. Le propriétaire du bien réservé peut, après deux ans de réserve ou, s'il y a eu renouvellement, après quatre ans de réserve, sommer celui qui l'a imposée d'acquérir le bien ou de l'exclure de la réserve.

Celui qui a imposé la réserve doit, dans les quatre-vingt-dix jours de la sommation, soit exclure le bien de la réserve, soit l'acquérir de gré à gré ou par expropriation. À défaut par lui de ce faire, le propriétaire du bien réservé peut faire annuler la réserve par un juge de la Cour supérieure, sur requête.

CHAPITRE II

POUVOIRS D'IMPOSER DES RÉSERVES

74. Peut imposer une réserve sur un bien quiconque est autorisé par la loi à exproprier ce bien, dans la même mesure, aux mêmes fins et avec les mêmes autorisations.

75. Le bénéfice d'une réserve peut être cédé par son titulaire, à quiconque aurait le droit d'imposer lui-même cette réserve pour les mêmes fins. La cession doit être autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil dans tous les cas où elle ne pourrait être imposée qu'avec cette autorisation.

Les formalités prévues par la loi pour la cession d'un droit immobilier s'appliquent à la cession d'une réserve.

76. Un bien qui a été réservé ne peut être par la suite exproprié que par celui qui a imposé ou acquis la réserve, sauf si

of two years and, on renewal, for a term of two more years; it shall then remain in force, as long as it is not abandoned or cancelled or the property affected is not expropriated, for an indefinite term which, in conjunction with the first term and, where such is the case, the renewal term, shall not exceed ten years.

The formalities and procedures required by this act for the establishment of a reserve shall apply to its renewal.

73. The owner of property reserved may, after a reserve of two years or, if there has been a renewal, after a reserve of four years, request the person who established it to acquire the property or exclude it from the reserve.

The person who established the reserve shall, within ninety days of the request, either exclude the property from the reserve or acquire it by agreement or expropriation. Upon his failure to do so the owner of the reserved property may on motion have the reserve cancelled by a judge of the Superior Court.

CHAPTER II

POWER TO ESTABLISH RESERVES

74. Any person authorized by law to expropriate property may, to the same extent, establish a reserve on it, for the same purposes and with the same authorizations.

75. The benefit of a reserve may be transferred by its holder to any person who would be entitled to establish such reserve for the same purposes himself. The transfer must be authorized by the Lieutenant-Governor in Council in all cases where it may be established only with such authorization.

The formalities provided by law for the transfer of an immoveable right apply to the transfer of a reserve.

76. Reserved property shall be subsequently expropriated only by the person who established or acquired the reserve,

l'expropriant est Sa Majesté ou l'un de ses ministres.

unless Her Majesty or one of her ministers is the expropriating party.

77. Un bien qui a été réservé pour fins publiques ne peut plus être à nouveau réservé avant que ne soit écoulée une période de deux ans à compter de l'expiration de la réserve précédente.

77. Property reserved for public purposes shall not again be reserved before a period of two years has elapsed from the expiry of the preceding reserve.

CHAPITRE III

PROCÉDURE D'IMPOSITION DES RÉSERVES

78. La réserve pour fins publiques s'impose de la même façon que s'effectue l'expropriation, en appliquant *mutatis mutandis* les articles 38 à 44, sauf en ce qui a trait aux locataires détenteurs de baux non enregistrés et aux occupants.

Dans le cas d'une municipalité visée à l'article 36 la réserve doit, avant son enregistrement, être confirmée par la Cour supérieure, sur requête à cette fin présentée au moins quinze jours après la publication d'un avis public à cette fin conformément aux lois régissant la municipalité. Une copie du jugement de confirmation doit être annexée à l'avis lors du dépôt au bureau d'enregistrement.

La réserve imposée conformément au présent article a effet à compter de l'enregistrement de l'avis prévu à l'alinéa précédent ainsi que du plan et de la description ou du plan général, suivant le cas, et de l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, lorsqu'elle est requise.

79. Au cas de contestation portant sur la validité de la réserve, l'instance se poursuit et se termine de la même manière que l'instance d'expropriation.

Une réserve peut être annulée si l'organisme qui l'impose n'en a pas le pouvoir ou si la procédure prévue par la présente loi pour son imposition n'a pas été observée et qu'il n'y a pas été remédié.

80. Le jugement maintenant ou annulant la réserve doit être enregistré par dépôt au bureau d'enregistrement de la division où est situé l'immeuble ou le droit réel en faisant l'objet.

CHAPTER III

PROCEDURE FOR ESTABLISHING RESERVES

78. A reserve for public purposes shall be established in the same manner as expropriation, by applying sections 38 to 44 *mutatis mutandis*, except for lessees having unregistered leases or occupants.

In the case of a municipality contemplated by section 36 a reserve must, before registration, be confirmed by the Superior Court, on a motion to that effect made at least fifteen days after publication of a public notice to that effect under the laws governing the municipality. A copy of the judgment of confirmation must be annexed to the notice on deposit in the registry office.

A reserve established under this section shall have effect from the registration of the notice contemplated in the preceding paragraph, and of the plan and description or general plan, as the case may be, and of the authorization of the Lieutenant-Governor in Council where that is required.

79. In case of contestation on the validity of the reserve, the suit is continued and terminated in the same manner as an expropriation action.

A reserve may be cancelled if the body establishing it is not empowered to do so or if the procedure provided by this act to establish it was not followed and the defect not remedied.

80. The judgment maintaining or cancelling the reserve must be registered by deposit at the registry office of the division where the immovable or real right affected by it is situated.

CHAPITRE IV

EXPIRATION DE LA RÉSERVE ET INDEMNITÉ

81. Toute réserve expire de plein droit à la fin de la période pour laquelle elle a été imposée, convertie ou prorogée, suivant le cas, à moins que le bien réservé ne soit exproprié avant la fin de cette période, auquel cas la réserve expire le lendemain de la date de l'expropriation.

82. Une réserve peut être abandonnée en tout ou en partie par celui qui l'a imposée. L'abandon d'une réserve se fait en faisant signifier une déclaration à cet effet au propriétaire et en déposant cette déclaration au bureau d'enregistrement, dans la division où est situé l'immeuble ou le droit réel faisant l'objet de la réserve ainsi qu'au greffe de la division du tribunal ayant compétence.

83. Il incombe à celui qui a imposé la réserve de poursuivre les procédures requises pour en faire radier l'enregistrement après son expiration. À défaut, le registrateur doit, à la demande de tout intéressé, en effectuer la radiation.

Les frais de radiation sont, dans tous les cas, à la charge de celui qui a imposé la réserve.

84. L'imposition d'une réserve donne lieu à une indemnité, qui se calcule d'après les dommages réellement subis et directement causés par l'imposition de la réserve.

L'indemnité est fixée après que la réserve a été abandonnée ou annulée ou a expiré, ou dès que l'immeuble ou le droit réel est exproprié, sur requête du propriétaire au tribunal.

L'indemnité payable à la suite de l'imposition d'une réserve ne peut comprendre aucun montant à l'égard de l'utilisation que le propriétaire du bien réservé eût pu en faire n'eût été cette réserve.

85. Le tribunal est seul compétent pour fixer les indemnités payables à la suite de l'imposition d'une réserve.

CHAPTER IV

EXPIRY OF THE RESERVE AND INDEMNITY

81. Every reserve lapses by the sole operation of law at the end of the period for which it was established, converted or extended, as the case may be, unless the property reserved is expropriated before the end of such period, in which case the reserve lapses the day after the date of expropriation.

82. A reserve may be abandoned in whole or in part by the person who established it. The abandonment of a reserve is effected by having a declaration to that effect served on the owner and by depositing a declaration in the registry office, in the division where the immovable or real right subject to the reserve is situated and in the office of the division of the court having jurisdiction.

83. It shall be the duty of the person who established the reserve to continue the proceedings required to have the registration cancelled after its expiry. Failing that, the registrar must, at the request of any interested person, cancel it.

The costs of cancellation shall, in all cases, be charged to the person who established the reserve.

84. The establishment of a reserve allows indemnity which is computed according to the damage actually sustained and directly caused by the establishment of the reserve.

The indemnity is fixed after the reserve has been abandoned or cancelled or has expired, or as soon as the immovable or real right is expropriated, on motion by the owner to the court.

The indemnity payable following the establishment of a reserve may not include an amount for the use which the owner of the reserved property could have made without such reserve.

85. The court alone shall be competent to fix the indemnities payable following the establishment of a reserve.

86. Les règles prévues par la présente loi pour la fixation d'une indemnité d'expropriation s'appliquent *mutatis mutandis* pour la fixation d'une indemnité payable à la suite de l'imposition d'une réserve.

87. Toute ordonnance du tribunal fixant une indemnité à la suite de l'imposition d'une réserve doit être transmise par lui au protonotaire; elle est homologuée par la Cour supérieure, à la demande de l'une ou l'autre des parties.

TITRE IV

DISPOSITIONS DIVERSES, TRANSITOIRES ET FINALES

88. La présente loi remplace le chapitre troisième du titre deuxième du livre cinquième du Code de procédure civile, comprenant les articles 773 à 797.

89. L'article 52a du Code municipal, édicté par l'article 3 du chapitre 88 des lois de 1929 et modifié par l'article 59 du chapitre 59 des lois de 1949 est de nouveau modifié:

a) en remplaçant dans les troisième, quatrième et cinquième lignes du premier alinéa les mots « à la Régie des services publics pour que cette dernière » par ce qui suit: « au Bureau de révision établi en vertu de la Loi sur l'évaluation foncière (1971, chapitre 50) pour que ce dernier »;

b) en remplaçant, dans la première ligne du deuxième alinéa, les mots « de la Régie » par les mots « du Bureau »;

c) en remplaçant, dans les première et deuxième lignes du quatrième alinéa, les mots « de la Régie des services publics » par les mots « du Bureau de révision ».

90. L'article 407 dudit Code, modifié par l'article 1 du chapitre 85 des lois de 1923/1924, est de nouveau modifié en remplaçant dans la deuxième ligne du second alinéa du paragraphe 4, les mots « à la Régie des services publics » par ce qui suit: « au directeur général de prévention des incendies nommé en vertu du chapitre 52 des lois de 1968 ».

91. Le paragraphe 1 de l'article 408 dudit Code, modifié par l'article 1 du cha-

86. The rules provided by this act for fixing expropriation indemnities apply *mutatis mutandis* to the fixing of the indemnity payable following the establishment of a reserve

87. Every order of the court fixing an indemnity following the establishment of a reserve must be sent by it to the prothonotary; it shall be homologated by the Superior Court at the request of either party.

TITLE IV

MISCELLANEOUS, TRANSITIONAL AND FINAL PROVISIONS

88. This act replaces Chapter Three of Title Two of Book Five of the Code of Civil Procedure, comprising articles 773 to 797.

89. Article 52a of the Municipal Code, enacted by section 3 of chapter 88 of the statutes of 1929 and amended by section 59 of chapter 59 of the statutes of 1949 is again amended:

(a) by replacing the words "Public Service Board" in the third and fourth lines of the first paragraph by the following: "Board of Revision established under the Real Estate Assessment Act (1971, chapter 50)";

(b) by replacing the word "Board" in the first line of the second paragraph by the word "Bureau";

(c) by replacing the words "Public Service Board" in the first line of the fourth paragraph by the words "Board of Revision".

90. Article 407 of the said Code, amended by section 1 of chapter 85 of the statutes of 1923/1924, is again amended by replacing the words "Public Service Board" in the second line of the second paragraph of subsection 4 by the following: "Director General of Fire Prevention appointed under chapter 52 of the statutes of 1968".

91. Paragraph 1 of article 408 of the said Code, amended by section 1 of chap-

pitre 69 des lois de 1926, l'article 6 du chapitre 55 des lois de 1946 et l'article 4 du chapitre 42 des lois de 1955/1956, est de nouveau modifié en retranchant le deuxième alinéa.

92. Les articles 794 à 802 dudit Code sont abrogés.

93. L'article 11 de la Loi de certaines procédures (Statuts refondus, 1964, chapitre 22) est modifié en remplaçant, dans la sixième ligne du premier alinéa, les mots « la Régie des services publics » par les mots « le Tribunal de l'expropriation ».

94. L'article 13 de la Loi du régime des eaux (Statuts refondus, 1964, chapitre 84) est modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne du paragraphe 2, les mots « la Régie des services publics » par les mots « le Tribunal de l'expropriation ».

95. L'article 14 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne, les mots « la Régie » par les mots « le Tribunal de l'expropriation ».

96. L'article 15 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les troisième et quatrième lignes les mots « de la Régie » par les mots « du Tribunal de l'expropriation ».

97. L'article 25 de ladite loi est modifié en remplaçant dans la dixième ligne les mots « la Régie » par les mots « le Tribunal de l'expropriation ».

98. L'article 39 de la Loi d'Hydro-Québec (Statuts refondus, 1964, chapitre 86) est abrogé.

99. L'article 20 de la Loi de la Régie de l'électricité et du gaz (Statuts refondus, 1964, chapitre 87) est modifié en retranchant le paragraphe *b*.

100. L'article 56 de la Loi des terres et forêts (Statuts refondus, 1964, chapitre 92) est modifié en remplaçant, dans la sixième ligne du troisième alinéa, les mots « la Régie des services publics » par les mots « le Tribunal de l'expropriation ».

ter 69 of the statutes of 1926, section 6 of chapter 55 of the statutes of 1946 and section 4 of chapter 42 of the statutes of 1955/1956, is again amended by striking out the second paragraph.

92. Articles 794 to 802 of the Municipal Code are repealed.

93. Section 11 of the Special Procedure Act (Revised Statutes, 1964, chapter 22) is amended by replacing the words "Public Service Board" in the sixth line of the first paragraph by the words "Expropriation Court".

94. Section 13 of the Watercourses Act (Revised Statutes, 1964, chapter 84) is amended by replacing the words "Public Service Board" in the second line of subsection 2 by the words "Expropriation Court".

95. Section 14 of the said act is amended by replacing the word "Board" in the third line by the words "Expropriation Court".

96. Section 15 of the said act is amended by replacing the word "Board" in the fourth line by the words "Expropriation Court".

97. Section 25 of the said act is amended by replacing the word "Board" in the tenth line by the words "Expropriation Court".

98. Section 39 of the Hydro-Québec Act (Revised Statutes, 1964, chapter 86) is repealed.

99. Section 20 of the Electricity and Gas Board Act (Revised Statutes, 1964, chapter 87) is amended by striking out paragraph *b*.

100. Section 56 of the Lands and Forests Act (Revised Statutes, 1964, chapter 92) is amended by replacing the words "Public Service Board" in the sixth and seventh lines of the third paragraph by the words "Expropriation Court".

101. L'article 1 de la Loi de la protection des arbres (Statuts refondus, 1964, chapitre 95) est modifié en remplaçant, dans les dixième et onzième lignes du premier alinéa, les mots « de la Régie des services publics » par les mots « du ministre des terres et forêts ».

102. L'article 44 de la Loi des compagnies de flottage (Statuts refondus, 1964, chapitre 96) est modifié en remplaçant, dans les seizième et dix-septième lignes, les mots « sentence de la Régie des services publics » par les mots « décision du ministre des terres et forêts ».

103. L'article 24 de la Loi de la voirie (Statuts refondus, 1964, chapitre 133) est modifié en retranchant les six dernières lignes.

104. L'article 25 de ladite loi est abrogé.

105. L'article 37 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les douzième et treizième lignes du premier alinéa, les mots « tout membre de la Régie des services publics » par les mots « le ministre des terres et forêts ».

106. L'article 39 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les troisième et quatrième lignes du deuxième alinéa, les mots « la Régie des services publics » par les mots « le Tribunal de l'expropriation ».

107. L'article 51 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la quatrième ligne, les mots « la Régie des services publics » par les mots « le Tribunal de l'expropriation ».

108. L'article 52 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la première ligne du premier alinéa, les mots « La Régie des services publics » par les mots « Le Tribunal de l'expropriation ».

109. L'article 53 de ladite loi est modifié:

(a) en remplaçant, dans la neuvième ligne du premier alinéa, les mots « la Régie des services publics » par les mots « le Tribunal de l'expropriation »;

101. Section 1 of the Tree Protection Act (Revised Statutes, 1964, chapter 95) is amended by replacing the words "Public Service Board" in the eleventh line of the first paragraph by the words "Minister of Lands and Forests".

102. Section 44 of the Timber-Driving Companies Act (Revised Statutes, 1964, chapter 96) is amended by replacing the words "an award of the Public Service Board" in the twelfth and thirteenth lines by the words "a decision of the Minister of Lands and Forests".

103. Section 24 of the Roads Act (Revised Statutes, 1964, chapter 133) is amended by striking out everything after the word "procedure" in the fifth line.

104. Section 25 of the said act is repealed.

105. Section 37 of the said act is amended by replacing the words "any member of the Public Service Board" in the tenth and eleventh lines of the first paragraph by the words "the Minister of Lands and Forests".

106. Section 39 of the said act is amended by replacing the words "Public Service Board" in the third and fourth lines of the second paragraph by the words "Expropriation Court".

107. Section 51 of the said act is amended by replacing the words "Public Service Board" in the fourth line by the words "Expropriation Court".

108. Section 52 of the said act is amended by replacing the words "Public Service Board" in the first line of the first paragraph by the words "Expropriation Court".

109. Section 53 of the said act is amended:

(a) by replacing the words "Public Service Board" in the ninth line of the first paragraph by the words "Expropriation Court";

b) en remplaçant, dans la première ligne du deuxième alinéa, les mots « La Régie » par les mots « Le Tribunal ».

110. L'article 79 de ladite loi est remplacé par le suivant :

« **79.** La corporation municipale qui a juridiction sur le chemin dont l'élargissement ou la modification du tracé est requis, a le pouvoir d'acquérir par expropriation les terrains que le ministre de la voirie ordonne d'acquérir; en ce cas, les restrictions apportées aux pouvoirs d'expropriation d'une corporation de comté ou de campagne, par l'article 789 du Code municipal, ne s'appliquent pas. »

111. L'article 82 de ladite loi est modifié en remplaçant les quatre dernières lignes du deuxième alinéa par ce qui suit : « doit fixer la date à laquelle commenceront les procédures en expropriation ».

112. L'article 92 de ladite loi est abrogé.

113. L'article 96 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les onzième et douzième lignes, les mots « à la Régie des services publics » par les mots « au Tribunal de l'expropriation ».

114. L'article 97 de ladite loi est modifié :

a) en insérant, dans la première ligne du paragraphe *a*, après le mot « par », ce qui suit : « la faute d' »;

b) en retranchant, dans la cinquième ligne du paragraphe *b*, les mots « ou le changement de niveau ».

115. L'article 104 de ladite loi est abrogé.

116. L'article 20 de la Loi des autoroutes (Statuts refondus, 1964, chapitre 134) est abrogé.

117. L'article 608 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193), modifié par l'article 7 du chapitre 55 des lois de 1971, est abrogé.

(b) by replacing the word "Board" in the first line of the second paragraph by the word "Court".

110. Section 79 of the said act is replaced by the following :

“**79.** The municipal corporation having jurisdiction over the road requiring widening or alteration of course has power to acquire by expropriation land the Minister of Roads orders acquired; in such case, the restrictions to the expropriation powers of county or rural corporations, enacted by article 789 of the Municipal Code, do not apply.”

111. Section 82 of the said act is amended by replacing the last four lines of the second paragraph by the following : “date at which expropriation proceedings shall begin”.

112. Section 92 of the said act is repealed.

113. Section 96 of the said act is amended by replacing the words “Public Service Board” in the eleventh line by the words “ Expropriation Court”.

114. Section 97 of the said act is amended :

(a) by inserting in the first line of paragraph *a*, after the word “by”, the following : “the fault of”;

(b) by striking out the words “or the level” in the fourth line of paragraph *b*.

115. Section 104 of the said act is repealed.

116. Section 20 of the Autoroutes Act (Revised Statutes, 1964, chapter 134) is repealed.

117. Section 608 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193), amended by section 7 of chapter 55 of the statutes of 1971, is repealed.

118. L'article 609 de ladite loi est abrogé.

119. L'article 95 de la Loi des chemins de fer (Statuts refondus, 1964, chapitre 290) est modifié en remplaçant, dans les dix-septième et dix-huitième lignes, les mots « de la Régie des services publics » par les mots « du Tribunal de l'expropriation ».

120. Les articles 119 à 129 de ladite loi sont abrogés.

121. Les articles 18 et 19 de la Loi des terrains des congrégations religieuses (Statuts refondus, 1964, chapitre 306) sont abrogés.

122. L'article 3 de la Loi des constituts ou du régime de tenure (Statuts refondus, 1964, chapitre 322) est modifié en remplaçant, dans les dixième et onzième lignes, les mots « la Régie des services publics » par les mots « la Cour supérieure ».

123. L'article 7 de la ladite loi est modifié en remplaçant, dans les sixième et septième lignes, les mots « à la Régie des services publics » par les mots « à la Cour supérieure ».

124. L'article 8 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne, les mots « à la Régie » par les mots « à la Cour supérieure ».

125. L'article 9 de ladite loi est modifié:

a) en remplaçant les sixième et septième lignes du premier alinéa par ce qui suit: « protonotaire de la Cour supérieure »;

b) en remplaçant, dans la troisième ligne du troisième alinéa, les mots « au secrétaire de la Régie » par les mots « au protonotaire de la Cour supérieure »;

c) en remplaçant le quatrième alinéa par le suivant:

« Le protonotaire donne aux parties en cause, par lettre recommandée, un avis d'au moins 15 jours de l'heure, du jour et du lieu où la Cour supérieure siégera pour les entendre. »

118. Section 609 of the said act is repealed.

119. Section 95 of the Railway Act (Revised Statutes, 1964, chapter 290) is amended by replacing the words "Public Service Board" in the seventeenth line by the words "Expropriation Court".

120. Sections 119 to 129 of the said act are repealed.

121. Sections 18 and 19 of the Religious Congregations Lands Act (Revised Statutes, 1964, chapter 306) are repealed.

122. Section 3 of the Constitut or Tenure System Act (Revised Statutes, 1964, chapter 322) is amended by replacing the words "Public Service Board" in the eleventh line by the words "Superior Court".

123. Section 7 of the said act is amended by replacing the words "Public Service Board" in the seventh line by the words "Superior Court".

124. Section 8 of the said act is amended by replacing the word "Board" in the second line by the words "Superior Court".

125. Section 9 of the said act is amended:

(a) by replacing the sixth and seventh lines of the first paragraph by the following: "to the prothonotary of the Superior Court";

(b) by replacing the words "secretary of the Board" in the third line of the third paragraph by the words "prothonotary of the Superior Court";

(c) by replacing the fourth paragraph by the following:

"The prothonotary shall give at least fifteen days' notice to the parties in the case, of the day, hour and place where the Superior Court will sit to hear them."

126. L'article 10 de ladite loi est modifié:

a) en remplaçant, dans la première ligne du deuxième alinéa, les mots « de la Régie » par les mots « de la Cour »;

b) en remplaçant, dans la deuxième ligne du troisième alinéa, les mots « la Régie » par les mots « la Cour ».

127. L'article 11 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la première ligne, les mots « de la Régie » par les mots « de la Cour ».

128. L'article 12 de ladite loi est modifié:

a) en remplaçant, dans la cinquième ligne du premier alinéa, les mots « de la Régie » par les mots « de la Cour »;

b) en remplaçant, dans la cinquième ligne du troisième alinéa, les mots « de la Régie » par les mots « de la Cour »;

c) en remplaçant, dans les sixième et septième lignes du troisième alinéa, les mots « de la Régie des services publics » par les mots « de la Cour ».

129. L'article 13 de ladite loi est modifié:

a) en remplaçant, dans la deuxième ligne du premier alinéa, les mots « la Régie des services publics » par les mots « la Cour supérieure »;

b) en remplaçant, dans les deux dernières lignes du premier alinéa, les mots « la Régie des services publics » par les mots « la Cour supérieure ».

130. L'article 14 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les première et deuxième lignes, les mots « la Régie des services publics » par les mots « la Cour supérieure ».

131. L'article 17 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la première ligne, les mots « La Régie des services publics » par les mots « La Cour supérieure ».

132. L'article 552 de la Charte de la Ville de Montréal, (1959/1960, chapitre 102) est modifié:

a) en remplaçant dans les cinquième et sixième lignes du deuxième alinéa les mots

126. Section 10 of the said act is amended:

(a) by replacing the word "Board" in the first line of the second paragraph by the word "Court";

(b) by replacing the word "Board" in the second line of the third paragraph by the word "Court".

127. Section 11 of the said act is amended by replacing the word "Board" in the first line by the word "Court".

128. Section 12 of the said act is amended:

(a) by replacing the word "Board's" in the fourth line of the first paragraph by the word "Court's";

(b) by replacing the word "Board" in the fifth line of the third paragraph by the word "Court";

(c) by replacing the words "Public Service Board" in the seventh line of the third paragraph by the word "Court".

129. Section 13 of the said act is amended:

(a) by replacing the words "Public Service Board" in the second line of the first paragraph by the words "Superior Court";

(b) by replacing the words "Public Service Board" in the last line of the first paragraph by the words "Superior Court".

130. Section 14 of the said act is amended by replacing the words "Public Service Board" in the second line by the words "Superior Court".

131. Section 17 of the said act is amended by replacing the words "Public Service Board" in the first line by the words "Superior Court".

132. Article 552 of the Charter of the city of Montreal, (1959/1960, chapter 102) is amended:

(a) by replacing the words "Public Service Board" in the sixth line of the

« Régie des services publics » par les mots « Commission municipale du Québec »;

b) en remplaçant dans les troisième et quatrième lignes du troisième alinéa les mots « Régie des services publics » par les mots « Commission municipale du Québec ».

133. L'article 627 de ladite loi est modifié en remplaçant dans la première ligne, les mots « La Régie des services publics » par les mots « Le ministre responsable de l'application de la Loi de la qualité de l'environnement ».

134. L'article 966a de ladite loi, édicté par l'article 79 du chapitre 59 des lois de 1962 et modifié par l'article 21 du chapitre 90 des lois de 1968, est de nouveau modifié en remplaçant dans la troisième ligne du paragraphe 1 les mots « Régie des services publics » par les mots « Commission des transports ».

135. L'article 966b de ladite loi, édicté par l'article 79 du chapitre 59 des lois de 1962 et modifié par l'article 16 du chapitre 71 des lois de 1964 et par l'article 22 du chapitre 90 des lois de 1968, est de nouveau modifié en remplaçant dans les deuxième et troisième lignes du paragraphe m, les mots « Régie des services publics » par les mots « Commission des transports ».

136. L'article 984a de ladite loi, édicté par l'article 18 du chapitre 76 des lois de 1972, est modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

« Le présent article a effet nonobstant toute disposition inconciliable de la Loi de l'expropriation (1973, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi* 88).

137. La Loi du bureau des expropriations de Montréal (1962, chapitre 39) est abrogée.

138. L'article 227 de la Loi des mines (1965, 1^{re} session, chapitre 34) est modifié:

a) en remplaçant dans les troisième et quatrième lignes du premier alinéa, les

second paragraph by the words "Québec Municipal Commission";

(b) by replacing the words "Public Service Board" in the third and fourth lines of the third paragraph by the words "Québec Municipal Commission".

133. Article 627 of the said act is amended by replacing the words "Public Service Board" in the first line by the words: "Minister responsible for the application of the Environment Quality Act".

134. Article 966a of the said act, enacted by section 79 of chapter 59 of the statutes of 1962 and amended by section 21 of chapter 90 of the statutes of 1968, is again amended by replacing the words "Public Service Board" in the second and third lines of paragraph 1 by the words "Transportation Commission".

135. Article 966b of the said act, enacted by section 79 of chapter 59 of the statutes of 1962, and amended by section 16 of chapter 71 of the statutes of 1964 and by section 22 of chapter 90 of the statutes of 1968, is again amended by replacing the words "Public Service Board" in the third line of paragraph m by the words "Transportation Commission".

136. Article 984a of the said act, enacted by section 18 of chapter 76 of the statutes of 1972, is amended by adding the following paragraph:

"This article has effect notwithstanding any inconsistent provision of the Expropriation Act (1973, chapter *insert here chapter number of Bill* 88)."

137. The Montreal Expropriation Bureau Act (1962, chapter 39) is repealed.

138. Section 227 of the Mining Act (1965, 1st session, chapter 34) is amended:

(a) by replacing the words "Public Service Board" in the third and fourth

mots « la Régie des services publics » par les mots « le ministre des terres et forêts »;

b) en remplaçant dans la première ligne du second alinéa, les mots « La Régie des services publics » par les mots « Le ministre des terres et forêts ».

139. L'article 228 de la Loi de la Communauté urbaine de Québec (1969, chapitre 83), modifié par l'article 5 du chapitre 65 des lois de 1970, est de nouveau modifié en ajoutant, à la fin, l'alinéa suivant:

« Le présent article a effet nonobstant l'article 37 de la Loi de l'expropriation (1973, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi* 88). »

140. L'article 287 de la Loi de la Communauté urbaine de Montréal (1969, chapitre 84), modifié par l'article 16 du chapitre 73 des lois de 1972, est de nouveau modifié en ajoutant, à la fin, l'alinéa suivant:

« Le présent article a effet nonobstant l'article 37 de la Loi de l'expropriation (1973, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi* 88). »

141. L'article 224 de la Loi de la Communauté régionale de l'Outaouais (1969, chapitre 85) est modifié en ajoutant, à la fin, l'alinéa suivant:

« Le présent article a effet nonobstant l'article 37 de la Loi de l'expropriation (1973, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi* 88). »

142. La Loi sur les services de santé et les services sociaux (1971, chapitre 48) est modifiée en insérant, après l'article 93, le suivant:

« **93a.** Un centre hospitalier ou un centre d'accueil tenant au moins cinquante lits à la disposition des personnes à qui il fournit des services de santé ou des services sociaux peut acquérir, par expropriation, tout immeuble situé dans la même municipalité que le centre ou dans une municipalité contiguë et dont il a besoin pour agrandir ou parfaire son installation ou pour y organiser des services se rattachant à son fonctionnement général. »

lines of the first paragraph by the words "Minister of Lands and Forests".

(b) by replacing the words "Public Service Board" in the first line of the second paragraph by the words "Minister of Lands and Forests".

139. Section 228 of the Québec Urban Community Act (1969, chapter 83), amended by section 5 of chapter 65 of the statutes of 1970, is again amended by adding, at the end, the following paragraph:

"This section has effect notwithstanding section 37 of the Expropriation Act (1973, chapter *insert here chapter number of Bill* 88)."

140. Section 287 of the Montreal Urban Community Act (1969, chapter 84), amended by section 16 of chapter 73 of the statutes of 1972, is again amended by adding, at the end, the following paragraph:

"This section has effect notwithstanding section 37 of the Expropriation Act (1973, chapter *insert here chapter number of Bill* 88)."

141. Section 224 of the Outaouais Regional Community Act (1969, chapter 85) is amended by adding, at the end, the following paragraph:

"This section has effect notwithstanding section 37 of the Expropriation Act (1973, chapter *insert here chapter number of Bill* 88)."

142. The Act respecting health services and social services (1971, chapter 48) is amended by adding, after section 93, the following:

"**93a.** A hospital centre or a reception centre having at least fifty beds available for persons to whom it provides health services and social services may acquire, by expropriation, any immovable located in the same municipality as that centre or in an adjacent municipality which it needs to enlarge or improve its facilities or to organize services relating to its general operation."

143. Les pouvoirs qui appartiennent à quiconque, en vertu de la loi, d'imposer des réserves pour fins publiques, sont abrogés.

Ces pouvoirs comprennent, notamment, le pouvoir dit d'homologation que la loi confère à un organisme et tout pouvoir qu'elle lui confère de rendre obligatoires des plans et cartes aux fins de dénier une indemnité ou des dommages-intérêts pour des bâtiments érigés ou des améliorations exécutées contrairement à ces plans et cartes.

144. Les réserves pour fins publiques résultant de l'exercice de pouvoirs visés à l'article 143, dans tous les cas où les plans ou cartes les constatant ont été homologués par la Cour supérieure et déposés au bureau d'enregistrement conformément à la loi, demeurent en vigueur jusqu'à l'expiration du temps pour lequel elles avaient été imposées, lequel ne doit toutefois pas excéder les deux ans qui suivent le (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur de la présente loi*); si ces réserves ne résultent pas de plans ou cartes ainsi approuvés et déposés, ils deviennent caducs à l'expiration de l'année qui suit ladite date.

Un immeuble qui a fait l'objet d'une réserve maintenue en vigueur par le présent article peut faire l'objet d'une réserve imposée en vertu de la présente loi, nonobstant l'article 77, même si deux ans ne se sont pas écoulés depuis l'expiration de la réserve ainsi maintenue en vigueur.

145. Toute réserve pour fins publiques qui est maintenue par l'effet de l'article 144 a, nonobstant toute loi, les mêmes effets juridiques qu'une réserve imposée en vertu de la présente loi.

146. Tout renvoi aux dispositions du Code de procédure civile remplacées par la présente loi ou aux dispositions de toute loi abrogées par la présente loi est un renvoi aux dispositions correspondantes de la présente loi.

147. Dans toute loi ou proclamation ainsi que dans tout arrêté en conseil, contrat ou document, les expressions « Régie des services publics », « Régie de l'électricité et du gaz », « Régie des transports »

143. The powers vested in any person, by law, to establish reserves for public purposes, are repealed.

Such powers include, in particular, the power called homologation power which the law confers upon a body and any power conferred upon it to make plans and maps obligatory for denial of an indemnity or damages for buildings erected or improvements carried out contrary to such plans and maps.

144. Reserves for public purposes arising from the exercise of the powers contemplated in section 143, in all cases where the plans or maps recording them have been homologated by the Superior Court and deposited in the registry office according to law, remain in force until the expiry of the time for which they have been established, which must not however exceed two years from the (*insert here the date of the coming into force of this act*); if such reserves do not arise from plans or maps so approved and deposited, they lapse at the expiry of the year following the said date.

Any immovable subject to a reserve in force under this section may be subject to a reserve established under this act, notwithstanding section 77, even if two years have not passed since the expiry of the reserve so in force.

145. Every reserve for public purposes maintained by the effect of section 144 has, notwithstanding any act, the same juridical effect as a reserve established under this act.

146. Every reference to a provision of the Code of Civil Procedure replaced by this act or to a provision of any act repealed by this act is a reference to the corresponding provisions of this act.

147. In any act, proclamation, order in council, contract or document, the expressions "Public Service Board", "Electricity and Gas Board", "Transportation Board" and "Montreal Expropriation

et « Bureau des expropriations de Montréal », lorsqu'elles se rapportent à des matières d'expropriation, désignent le tribunal et en toute autre matière, l'organisme qui est le plus approprié dans les circonstances et qui est désigné par le lieutenant-gouverneur en conseil à la demande de tout intéressé.

148. Les expropriations commencées en vertu des dispositions législatives remplacées ou abrogées par la présente loi sont continuées devant la Cour supérieure ou, suivant le cas, devant le tribunal, conformément aux dispositions de la présente loi pour autant qu'elles leur sont applicables.

L'exproprié peut, à l'égard de toute telle expropriation, s'adresser au tribunal conformément à l'article 793 du Code de procédure civile comme si cet article n'avait pas été remplacé.

Les affaires pendantes devant la Régie des services publics à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi en matière d'expropriation ainsi que les affaires pendantes devant le Bureau des expropriations de Montréal au moment de l'entrée en vigueur de l'article 137 sont déferées au tribunal pour décision, même si l'enquête était terminée à cette date sans que les dépositions des témoins aient été prises en sténographie; s'il n'y a pas de membres du tribunal ayant entendu la cause à titre de membres de la Régie des services publics ou du Bureau des expropriations de Montréal en nombre suffisant pour former quorum, le tribunal peut s'adjoindre à cette fin un nombre suffisant d'anciens membres de ladite Régie ou dudit Bureau ayant entendu la cause.

Le lieutenant-gouverneur en conseil détermine la rémunération qui doit être payée aux anciens membres de ladite Régie ou dudit Bureau que le tribunal s'adjoit.

149. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut ordonner que toutes les sommes mises à la disposition de la Régie des services publics ou du Bureau des expropriations de Montréal pour les fins de l'application des lois relatives à l'expropriation soient mises à la disposition du

Bureau", when they refer to expropriation matters, mean the court and in any other matter the most appropriate body in the circumstances, as designated by the Lieutenant-Governor in Council at the request of any interested party.

148. Expropriations begun under the legislation replaced or repealed by this act are continued before the Superior Court or, as the case may be, the court, in accordance with this act to the extent that it is applicable to them.

The expropriated party may, with respect to any such expropriation, apply to the court under article 793 of the Code of Civil Procedure as if such article had not been replaced.

Matters pending before the Public Service Board on the date of the coming into force of this act in expropriation matters and matters pending before the Montreal Expropriation Bureau when section 137 comes into force are referred to the court, for decision, even if the inquiry was terminated on such date without the depositions of witnesses having been taken by stenography; if no members of the court heard the case as members of the Public Service Board or Montreal Expropriation Bureau in sufficient number to constitute a quorum, the court may add for that purpose a sufficient number of former members of the said Board or Bureau who heard the case.

The Lieutenant-Governor in Council shall determine the remuneration to be paid to former members of the said Board or Bureau added by the court.

149. The Lieutenant-Governor in Council may order that all amounts placed at the disposal of the Public Service Board or the Montreal Expropriation Bureau for the purposes of the application of the laws relating to expropriation be placed at the disposal of the court to be applied

tribunal pour être employées aux fins de la présente loi. for the purposes of this act.

[[**150.** Les dépenses encourues aux fins du tribunal sont payées, pour l'exercice financier 1973/1974, à même le fonds consolidé du revenu.]]

[[**150.** The expenses incurred for the purposes of the court shall be paid, for the 1973/1974 fiscal year, out of the consolidated revenue fund.]]

151. Les membres de la Régie des services publics ou du Bureau des expropriations de Montréal que désigne le lieutenant-gouverneur en conseil deviennent, sans autre formalité, des membres du tribunal avec le titre que détermine le lieutenant-gouverneur en conseil.

151. The members of the Public Service Board or the Montreal Expropriation Bureau designated by the Lieutenant-Governor in Council shall become, without other formality, members of the court with the title determined by the Lieutenant-Governor in Council.

152. Le ministre de la justice est chargé de l'application du titre premier de la présente loi.

152. The Minister of Justice is entrusted with the application of Title I of this act.

Le ministre des transports est chargé de l'application des titres deuxième et troisième de la présente loi.

The Minister of Transport is entrusted with the application of Titles II and III of this act.

153. La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, à l'exception des articles exclus par cette proclamation, lesquels entreront en vigueur à toute date ultérieure qui pourra être fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

153. This act shall come into force on the date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, with the exception of the sections excluded by such proclamation, which shall come into force on any later date which may be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council.